



DECLARATION PREALABLE DE LA FSU au CIEN du 21 mars 2022

Monsieur le vice-président du Conseil régional, Monsieur le Recteur de la région académique et de Paris, Madame la Rectrice de l'académie de Versailles, Monsieur le Recteur de l'académie de Créteil, Monsieur le Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt.

En préalable à cette déclaration, la FSU tient à exprimer toute sa solidarité avec les victimes de la guerre en Ukraine et de la dictature en Russie. La FSU participe aux cadres unitaires qui se sont constitués pour la paix en Ukraine en s'inscrivant dans le collectif des marches pour la paix et continuera à se mobiliser pour permettre d'amplifier la mobilisation pour la paix. Par ailleurs, Monsieur le recteur de la Région académique, nous vous demandons qu'un point soit fait sur les conditions de scolarisation des réfugié.es dans notre région, qui passent notamment par des moyens supplémentaires en UPE2A.

Désaveu...

La politique menée par l'actuel ministre de l'Education nationale connaît de multiples désaveux :

Désaveu, tout d'abord, des personnels : le 13 janvier dernier, la grève largement majoritaire et à l'appel de la quasi-totalité des organisations syndicales, a montré à quel point la politique éducative menée depuis cinq ans est catastrophique. L'incurie dans la gestion de la crise sanitaire et le mépris du ministre à l'égard des personnels et de ses représentant.es a plongé les établissements scolaires au bord de la rupture. La multiplication de réformes mal préparées et mises en place avec la plus grande brutalité, les promesses non tenues – celle, notamment, de la revalorisation - ont fini par déstabiliser le service public d'éducation et attiser le mécontentement de l'ensemble des personnels.

Désaveu de la part des étudiant.es pour le métier d'enseignant.e : la crise du recrutement n'est pas près de s'arrêter car de moins en moins d'étudiant.es s'inscrivent au concours de l'enseignement. Les salaires indignes en début de carrière avec un gel du point d'indice depuis 12 ans, les hiérarchies pesantes, les injonctions permanentes n'attirent plus les étudiant.es et expliquent, aussi, l'augmentation des démissions en début de carrière. La réforme, à la rentrée 2022, de la formation des enseignants et des CPE qui permettra d'affecter des stagiaires à temps plein sera catastrophique pour les conditions d'entrée dans le métier des nouveaux collègues. Cela permettra aussi au rectorat de réduire le coût des moyens horaires et d'embellir les chiffres pour la rentrée. Nous y reviendrons dans le point à l'ordre du jour.

Désaveu sur l'enseignement professionnel : la désastreuse réforme de la voie professionnelle a accéléré les regroupements des formations en famille de métiers, tout en ne prenant pas en compte les bilans négatifs des fusions et regroupements déjà pratiqués. Elle a imposé des dispositifs pédagogiques, sans aucun dialogue ni réelle concertation, réduit les heures disciplinaires, et ainsi, vidé de sens et appauvri les formations. Cela fragilise l'enseignement professionnel public. Pour la FSU, la baisse constatée des effectifs dans l'enseignement professionnel public est le résultat de cette réforme funeste. Les regroupements n'ont pas de sens pour les élèves qui vont alors dans le Privé : Privé qui pratique peu les familles de métier et formations en apprentissage qui ne les pratiquent pas du tout. La baisse des effectifs ainsi provoquée, entraîne alors, fermetures de sections et suppressions de postes. Les effets de cette réforme sont particulièrement marqués en Ile-de-France.

Désaveu du Président de la république, lui-même, à propos de la réforme du lycée qu'il faudrait corriger en remettant « des mathématiques dans le tronc commun ». Les mathématiques sont devenues le révélateur des choix opérés par le ministre. Le lycée Blanquer a aggravé les inégalités et renforcé les biais sociaux et de genre. L'abandon de la spécialité « mathématiques » par les filles en Terminale nous fait revenir des années en arrière et va fragmenter encore davantage la société.

Désaveu enfin pour ce qui concerne la rentrée scolaire prochaine en France : il y aura encore au niveau national, 440 emplois en moins pour le secondaire portant les suppressions d'emplois à 7900 emplois pour 70.000 élèves supplémentaires depuis l'arrivée de M. Blanquer à son poste de ministre.

En Ile-de-France et pour la partie qui concerne spécifiquement le CIEN (Second degré GT, Second degré professionnel et Post Bac lycée), il n'y aura pas une aussi forte dégradation des moyens d'enseignement que la rentrée précédente au regard de l'évolution des effectifs.

Notre région académique accueillera 4224 élèves en plus soit pratiquement 1% en plus, et l'équivalent de 3-4 nouveaux lycées. Les rectorats annoncent 217 équivalents temps plein en plus. Cette légère augmentation des moyens d'enseignement va se faire principalement sur le dos de futurs stagiaires qui vont passer à 18h. Très concrètement ce ne sont pas des créations d'emplois, les rectorats ne vont pas dépenser un sou de plus... Pour la FSU, ce n'est pas à la hauteur des besoins : les élèves sortent de deux ans d'enseignement sous COVID et les retards scolaires se sont accumulés. Les classes resteront globalement en sureffectifs, ce qui ne permettra pas la réussite de tous et il y aura très peu de possibilités de remédiation (type dédoublement). Et de nombreux établissements se sont mobilisés face à ce nouveau tour de vis.

Pour conclure, les lycéens et les lycéennes – du fait de ces classes en sureffectifs - resteront maltraités par l'institution, les personnels que nous représentons, et que nous défendons, aussi.

Nous vous remercions pour votre attention et nous attendons vos réponses à toutes nos questions.

